

Contre l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur

Au point mort depuis deux ans, les négociations pour un accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur ont été relancées cet été. Lula, le nouveau président brésilien, souhaite le conclure « en six mois ». Des deux côtés de l'Atlantique, la société civile reprend son combat contre un accord socialement et écologiquement dangereux.

L'accord de libre-échange entre les pays sud-américains formant le Marché commun du Sud (appelé couramment Mercosur) ⁽¹⁾ et l'Union européenne est en négociation depuis 2000. Suspendues en 2004, les négociations ont repris en 2013. Bien qu'un accord de principe ait été trouvé en juin 2019, les textes définitifs ne sont pas finalisés.

Soutenu par Jair Bolsonaro, l'accord a été bloqué par les pays européens, officiellement en raison de l'aggravation de la déforestation en Amazonie causée par la politique du président brésilien. La France a opposé son veto dès août 2019, puis l'Allemagne en août 2020, avant que les parlementaires européens ne votent une résolution à l'encontre de l'accord en octobre de la même année. Depuis, leurs positions n'ont pas varié.

Mais l'enjeu est énorme : s'il était ratifié, nous aurions là le plus im-

 **Benoît Ducasse**

 **Déforestation dans l'état du Pará, au nord du Brésil. De janvier à octobre, l'année 2022 était déjà la pire pour la déforestation en Amazonie (9 494 km²). Pour l'avocat Emiliano Maldonado : « L'économie brésilienne et l'accord de libre-échange UE-Brazil demeurent dans une logique extractiviste coloniale. »**

portant accord de libre-échange conclu par l'Union européenne, de par la population concernée (780 millions de personnes) et de par les volumes d'échanges couverts (40 à 45 milliards d'euros d'importations et exportations). Souvent présenté comme un accord « des voitures contre des vaches », il vise à renforcer les exportations européennes d'automobiles, mais également celles de textiles et de produits alimentaires (fromages, lait en poudre...). Les importations en provenance des pays du Mercosur qui seraient favorisées sont notamment la viande (bœuf, poulet...) et l'éthanol issu de la canne à sucre ⁽²⁾. Près de 100 000 tonnes de viande bovine pourraient être exportées vers l'Europe, conséquence de la baisse des tarifs douaniers.

L'été 2022, à l'approche des élections présidentielles au Brésil, la Commission européenne a renoué

le contact avec le gouvernement de Bolsonaro, l'ultralibéral président sortant. L'Europe veut aller vite. Et Lula, le nouveau président, aussi, déclarant vouloir trouver un accord « en six mois ». Dans son discours de victoire, fin octobre, il a toutefois indiqué qu'il souhaitait reprendre le partenariat avec l'UE « sur de nouvelles bases », précisant que le Brésil n'était « pas intéressé par des accords commerciaux qui le condamnent à l'éternel rôle d'exportateur de produits de base et de matières premières ». « Le Brésil et la planète ont besoin d'une Amazonie en vie », avait-il également déclaré.

Une astuce a été trouvée pour avancer : ajouter au traité des protocoles concernant la protection de l'environnement. Mais ce ou ces protocoles seraient dissociés du cœur de l'accord qui reste fondamentalement économique, dans une version très libérale.



© Pedro Ivo / Flickr

« Cet accord n'aura de bénéfices que pour les multinationales européennes et l'oligarchie brésilienne », résume Emiliano Maldonado, avocat brésilien pour la défense des droits humains, partenaire du Mouvement des Sans-Terre (MST, membre de La Via Campesina). L'avocat-militant fait partie d'une délégation de quatre représentant-es des opposant-es brésiliennes à l'accord UE-Mercosur, une coalition rassemblant 200 organisations de la société civile du pays. La délégation était cet automne en Europe à la rencontre de ses partenaires : syndicats, associations, élus européens, nationaux ou locaux (cf. encadré). L'objectif est la remise à niveau commune des infos, et bien sûr la consolidation du mouvement d'opposition. Les militant-es brésiliennes ont concentré leur voyage européen à l'Allemagne, aux Pays Bas, à l'Autriche, à la France, principaux pays opposés à l'accord à ce stade, et à la Belgique où siègent les institutions européennes.

Ce 15 novembre, iels étaient à Paris, dans les locaux du CCFD-Terre solidaire. « Nous savons ce que sont et deviennent ces protocoles soi-disant verts, associés aux accords commerciaux : des prétextes, poursuit Emiliano Maldonado. Or tous les problèmes écologiques sont la conséquence des logiques de production et de commerce que contiennent et promeuvent ces accords. »

Autre gros problème : les négociations officielles sont des plus discrètes et la société civile, si elle est parfois poliment reçue, en est tenue éloignée. « Il faut déjà demander la démocratisation de l'information et une véritable participation de la société civile », priorise Graciela Almeida. La paysanne vit dans le sud du Brésil, près de Porto Alegre, dans un *assentamento*, des terres que le Mouvement des Sans-Terre a pu faire légaliser dans le cadre de sa lutte pour la réforme agraire. Évidemment, l'agro-industrie n'apprécie pas ce genre de ferme. La communauté de Graciela a été victime d'épandages sauvages de pesticides de la part de ses voisins, grands producteurs de soja⁽³⁾. « 2 000 nouveaux pesticides ont été homologués ces quatre dernières années sous la présidence de Bolsonaro, dont plusieurs interdits en Europe », précise la paysanne,

pour qui les protocoles « verts » qui seraient adjoints à l'accord UE-Mercosur ne serviront qu'à le faire passer plus facilement auprès des populations. « On nous dit que chaque pays pourra décider des pesticides qu'il voudra importer, mais qui décidera dans ces pays ? On nous parle d'études pour chaque produit agrottoxique commercialisé, alors qu'on sait très bien que c'est le cocktail de 4 à 5 produits qui est épandu, avec des effets propres à ces combinaisons et sans étude dans la durée. Or ces agrottoxiques sont des armes contre notre agriculture nourricière, contre l'agroécologie que nous défendons face à l'agriculture industrielle. »

Bolsonaro et ses partisans sont toujours très forts

Si l'élection de Lula à la présidence suscite la satisfaction et le soulagement, tout indique que la poursuite des négociations de l'accord se fera difficilement sur des priorisations sociales et environnementales. Ce que rappelle Luana Hanauer, économiste et membre des Amis de la Terre Brésil : « Pour remporter la présidentielle, et encore de justesse, Lula a dû construire une coalition très large et hétérogène, y compris avec une partie de la droite. De plus, il est minoritaire au parlement national. Bolsonaro et ses partisans sont toujours très forts au Brésil. Les grandes familles de propriétaires terriens sont toujours puissantes. »

Et Graciela Almeida d'enchaîner : « En 2021, dans les pays du Mercosur, 120 000 hectares supplémentaires ont été déforestés pour répondre à la demande européenne de sucre, d'huile de palme, de viande, de cuir... Les grands propriétaires et les grandes entreprises ne veulent pas s'arrêter là et mettent la pression sur

les gouvernants et les opposants. Hier, nous avons appris qu'un autre *assentamento* avait été victime d'épandage de pesticides sur ses cultures agroécologiques, et toujours hier, nous avons aussi appris qu'un centre de formation du MST avait été incendié, que des croix gammées avaient été tracées sur ses murs. »

La paysanne insiste sur l'importance de ne pas baisser les bras : « Nous n'avons plus rien à perdre, ce sont nos vies qui sont en jeu, et la vie des générations futures. » Pour les membres de la délégation, il faut continuer à faire entendre nos voix, des deux côtés de l'Atlantique, à combattre, à faire valoir nos alternatives, l'agroécologie ; il faut lutter sur le fond, sur des valeurs, pas seulement sur des textes et des chiffres.

Kretã représente les peuples autochtones du Brésil, rassemblés au sein de l'APIB, principale organisation indigène du pays. Il est un chef kaingang, peuple de la forêt atlantique, entre les États de São Paulo et du Rio Grande do Sul. « Il ne reste plus que 10 % de nos forêts : les araucanas (notre arbre) que nos ancêtres avaient plantés ont été coupés ou arrachés ; du soja est cultivé à la place par des gens qui nous méprisent. Dans nos régions, les partisans de Bolsonaro sont très puissants. En quatre ans de présidence d'extrême droite, 300 personnes ont été tuées parmi les communautés autochtones du Brésil. L'agrobusiness tue, déboise, il est raciste, ne respecte pas nos cultures et nos spiritualités. »

On en revient là, reformulé par un représentant de l'association France-Amérique Latine : « L'accord de libre-échange UE-Brazil est un accord capitaliste, entre capitalistes qui ne cherchent que leur intérêt ». ■

(1) Fondé en 1991, le Mercosur rassemble Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay – la Bolivie a fait acte de candidature, l'adhésion du Venezuela est actuellement suspendue.
(2) Greenpeace, 23 juin 2022
(3) L'État du Rio Grande do Sul est le troisième État brésilien pour cette production.

La société civile contre l'accord

Pour défendre les positions dans l'Union européenne et les pays du Mercosur, 450 organisations (syndicats, associations, ONG, collectifs citoyens, etc.) des deux côtés de l'Atlantique, dont plus d'une cinquantaine en France (parmi lesquelles Amis de la Terre, Attac, CCFD-Terre Solidaire, CGT, Coalition Solidarité Brésil, Collectif national Stop CETA/Mercosur, Confédération paysanne, France Nature Environnement, Greenpeace, LDH, Notre Affaire à Tous, Sherpa, Youth For Climate...) ont constitué une coalition transatlantique, autour d'une déclaration commune et d'un site internet d'informations et de coordination : stopeumercosur.org